



13-Novembre : les États occidentaux ne peuvent combattre le jihadisme en soutenant ses parrains pétromonarchiques !

Par [Maxime Chaix](#)

Mondialisation.ca, 14 novembre 2015
maximechaix.info

Région : [L'Europe](#)

Thème: [11-Septembre et terrorisme](#),
[Guerre USA OTAN](#)

Analyses: [SYRIE](#)

23h23, le vendredi 13 novembre 2015. En deuil et en colère.

Depuis plusieurs années, j'ai pu comprendre, étayer et documenter le fait que les réseaux jihadistes sont non seulement des ennemis mortels des peuples à travers le monde, mais qu'ils sont aussi des forces clandestinement utilisées par les États occidentaux et leurs alliés du golfe Persique dans la satisfaction d'intérêts profonds inavouables. En mars dernier, dans un important article intitulé « [L'État islamique, cancer du capitalisme moderne](#) », Nafeez Ahmed avait résumé cette instrumentalisation récurrente de milices jihadistes par les principales puissances de l'OTAN et leurs partenaires afin de déstabiliser l'Afghanistan, la Bosnie, le Kosovo, la Libye puis la Syrie. Comme l'a souligné le journaliste Marc de Miramon dans [L'Humanité](#) en juillet 2015, « [p]our Alain Chouet, ancien chef du service de renseignements de sécurité à la DGSE, la "guerre de civilisation" et celle contre le "terrorisme" brandies par le gouvernement [français] comme par l'opposition de droite constituent une imposture qui en masque une autre, celle de l'alliance militaire entre les pays occidentaux et les parrains financiers du djihad. » Dans le contexte de cette interview, Alain Chouet désignait les pétromonarchies wahhabites, essentiellement l'Arabie saoudite et le Qatar, auxquelles la France vend des armements sophistiqués [malgré leur soutien notoire aux principaux réseaux jihadistes](#) - et [pas seulement en Syrie](#). Soulignons-le : Monsieur Chouet est un ancien officier de renseignement qui a travaillé de nombreuses années en tant que chef du contre-terrorisme à la DGSE, les services secrets extérieurs français. Cet homme plus que tout autre sait de quoi il parle lorsqu'il affirme que nos « alliés » du Golfe sont « les parrains financiers du djihad ». Ainsi, son constat est aussi alarmant que révoltant en ce funeste 13-Novembre, dans notre France déjà meurtrie par les attentats de *Charlie Hebdo*, de l'Hyper Cacher et de Montrouge.

En janvier 2015, à la suite de ces attentats abominables, j'avais écrit [dans un élan de rage et de tristesse](#) que « notre actuel ministre des Affaires étrangères, Laurent Fabius, a ouvertement soutenu en décembre 2012 le Front al-Nosra - c'est-à-dire la branche "syrienne" d'al-Qaïda. [À cette époque, cette organisation incluait Daech, ces deux factions s'étant séparées [en avril 2013](#)]. (...) [\[S\]elon les informations du journal Le Monde](#), "la décision des États-Unis de placer Jabhat Al-Nosra, un groupe djihadiste combattant aux côtés des rebelles, sur leur liste des organisations terroristes, a été vivement critiquée par des soutiens de l'opposition [en Syrie]. M. Fabius a ainsi estimé, mercredi, que "tous les Arabes étaient vent debout" contre la position américaine, "parce que, sur le terrain, ils font

un bon boulot”. “C’était très net, et le président de la Coalition était aussi sur cette ligne”, a ajouté le ministre.” (...) Plus grave encore : en août 2014, le journal *Le Monde* [a révélé](#) que le Président Hollande avait ordonné aux services spéciaux français de livrer clandestinement des armes de guerre à des rebelles “modérés” en Syrie – ce qui est contraire à la Charte des Nations Unies [et à l’embargo sur les armes alors en vigueur]. Malheureusement, il s’est avéré [que, selon le [Canard Enchaîné du 21 janvier 2015](#), la plupart] des armements livrés par les services français sont – d’une manière ou d’une autre – tombés entre les mains de groupes jihadistes, qui se réjouissent aujourd’hui de la vague d’attentats qui déstabilise la France en profondeur. » Et l’État français n’est pas le seul fautif dans ce fiasco syrien. [Selon l’expert Joshua Landis](#), « entre 60 et 80 % des armes que les États-Unis ont introduites en Syrie [depuis 2011] sont allées à al-Qaïda et les groupes qui lui sont affiliés ».

À partir de l’année 2014, deux parlementaires de l’opposition ont successivement dénoncé le rôle trouble des services spéciaux français dans ce conflit, l’un d’entre eux ayant même déclaré en juin 2015 sur La Chaîne Parlementaire que « [la France soutient al-Qaïda en Syrie](#) ». En effet, d’après le député Claude Goasguen, « la France [appuie] des rebelles syriens, qui sont soi-disant des rebelles démocrates. (...) Qui a récupéré les rebelles syriens démocrates ? [Le Front] al-Nosra. Qu’est-ce que c’est qu’al-Nosra, al-Nosra c’est pas al-Qaïda ? (...) [C]ertains rebelles ont été récupérés par al-Qaïda avec des armes françaises[.] (...) Monsieur [le député (PS) Olivier Dussopt], nous continuons à fournir des armes à al-Nosra, par l’intermédiaire des rebelles syriens ! Je le dis, je l’ai dit à Monsieur le Drian en Commission de la Défense, je l’ai dit à Monsieur Fabius, comme tous les autres députés [sic]. Il va falloir éclairer tout ça ! L’attitude de la France en Syrie n’est pas nette ! » Comme je l’avais souligné à l’époque, ces révélations fracassantes du député Goasguen ont été quasiment ignorées par les médias français. J’avais également relevé le fait que ce « député LR accus[ait] l’actuel gouvernement de soutenir al-Qaïda en Syrie (Front al-Nosra), alors que la majorité précédente, dont il est issu, [s’était accommodée du fait qu’al-Qaïda en Libye \(GICL\)](#) avait été intégrée aux opérations de l’OTAN ! Voila à quel niveau notre État s’est abaissé, depuis quelques années, dans sa post-“politique arabe de la France”. Néanmoins, même en cas de changement de majorité, le prochain gouvernement continuera certainement de vendre des armements sophistiqués au Qatar et à l’Arabie saoudite – qui [restent les principaux soutiens du jihadisme](#) à travers le monde. »

Plus globalement, depuis le 11-Septembre, les intérêts profonds évoqués au début de cet article représentent un nombre inestimable de milliards de dollars de bénéfices pour différentes entreprises privées, principalement générés par la soi-disant « [guerre “contre” le terrorisme](#) ». Financées [à perte](#) par les contribuables occidentaux, ces interventions militaires catastrophiques et meurtrières ont engendré d’[immenses profits](#) pour les multinationales impliquées dans ce désastre mondial – tout en déstabilisant le Moyen-Orient, l’Afrique du Nord et l’Asie centrale au point que les groupes extrémistes qui y sévissent aujourd’hui semblent inarrêtables. La catastrophe qu’a constitué jusqu’à présent cette soi-disant « guerre “contre” le terrorisme » est sans précédent : elle aurait tué [au moins 1,3 millions de civils](#) rien qu’en Irak et en « AfPak » depuis 2001, les foyers jihadistes se sont multipliés à travers le monde, et tant Daech qu’al-Qaïda semblent plus menaçants, fanatiques et enracinés que jamais. Affirmons-le clairement : dans le monde occidental, ce fléau jihadiste justifie des guerres à la légalité, à l’efficacité et à la légitimité douteuses, tout en accélérant un basculement autoritaire de nos États – ce qui s’est notamment traduit en France par la dangereuse « [loi Renseignement](#) ». À l’heure où j’écris ces lignes, le Président Hollande vient de décréter l’état d’urgence national, et nul

doute qu'un durcissement sécuritaire majeur est en vue - sans parler d'une escalade militaire qui aggravera certainement ces conflits trop lointains et complexes pour que les citoyens s'y opposent. Au vu de l'échec retentissant de la « guerre globale “contre” le terrorisme », il serait peut-être temps de réfléchir collectivement à son utilité, au lieu de céder à la tentation de répondre à la violence par la violence.

Néanmoins, ces [guerres auto-génératrices](#) ne doivent plus masquer une réalité aussi cruelle que scandaleuse : depuis la fin des années 1970, des puissances occidentales majeures et leurs alliés du Golfe [ont soutenu l'essor des principaux réseaux islamistes](#) à travers le monde, que ce soit de manière directe ou non selon les circonstances et les acteurs concernés. En octobre 2015, après qu'une parlementaire états-unienne [ait dénoncé sur CNN le soutien d'al-Qaïda par la CIA](#) pour renverser Bachar el-Assad, un ancien officier de la CIA spécialisé dans le contreterrorisme [m'a confirmé](#) la collaboration de l'Agence avec cette nébuleuse terroriste pour faire tomber le gouvernement syrien. Récemment, j'ai étudié en profondeur [l'implication massive et clandestine](#) des services spéciaux occidentaux et moyen-orientaux dans le soutien de réseaux jihadistes combattant le régime el-Assad, dont la branche « syrienne » d'al-Qaïda. Insistons sur ce point : cet engagement clandestin de l'Agence et de ses alliés contre le gouvernement syrien implique militairement la France. En effet, en la comparant à la guerre secrète de la CIA en Afghanistan, l'éditorialiste du *Point* Michel Colomès a [récemment écrit](#) que les « Américains et [les] Français, depuis l'entrée de la Russie dans la guerre syrienne, fournissent des armes à des islamistes réputés fréquentables. Ils ont la mémoire courte ». D'autres « islamistes réputés fréquentables » qui seraient revenus de Syrie sont-ils à l'origine de ces terribles attentats du 13-Novembre ? Il est encore trop tôt pour répondre à cette question, mais il est clair que ces terroristes ont agi de façon coordonnée selon un mode opératoire clairement militarisé et jihadiste - deux, voire trois kamikazes ayant actionné leurs bombes devant notre Stade de France, symbole de l'unité, de la liesse populaire et du rassemblement.

Dans notre pays meurtri par ce funeste 13-Novembre, le fait que le gouvernement français soutienne des jihadistes à l'étranger, et qu'il commerce [sereinement](#) avec leurs principaux parrains étatiques est grave, dangereux et inacceptable ! Aucune raison d'État, aucun intérêt supérieur, aucun impératif économique, diplomatique ou géopolitique ne peuvent le justifier. Ce constat doit susciter la mobilisation générale de tous les citoyens français. Nous devons faire pression sur notre gouvernement afin qu'il cesse d'armer et de soutenir les États qui répandent le fléau jihadiste à travers le monde depuis des décennies, au premier rang desquels l'Arabie saoudite et le Qatar. En effet, comme l'avait déclaré Alain Chouet dans [l'interview citée au début de cet article](#), « ce que nous appelons “salafisme”, en arabe, cela s'appelle “wahhabisme”. Et là nous sommes à contre-emploi de manière systématique et dans toutes les situations d'affrontement militaire, puisqu'au Moyen-Orient, au Sahel, en Somalie, au Nigeria, etc., nous sommes alliés avec ceux qui sponsorisent depuis trente ans le phénomène terroriste. »

Mes chers compatriotes, je vous remercie d'[envoyer massivement cet article au Président de notre République](#), à nos élus et à votre entourage, puisque l'État français et ses alliés occidentaux ne peuvent combattre le fléau jihadiste en soutenant ses parrains du golfe Persique. Ils ne pourront pas non plus lutter efficacement contre le terrorisme s'ils appuient clandestinement des réseaux islamistes pour renverser des gouvernements étrangers, comme en Libye puis en Syrie. Mobilisons-nous pour mettre en échec ces politiques profondes dangereuses et inacceptables !

Maxime Chaix

La source originale de cet article est maximechaix.info

Copyright © Maxime Chaix, maximechaix.info, 2015

Articles Par : Maxime Chaix

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site Mondialisation.ca sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de Mondialisation.ca en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

Mondialisation.ca contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca